



**Global Network of Sex Work Projects**  
Promoting Health and Human Rights

## **Compte rendu de la Réunion Mondial des Experts 3-7 Septembre 2017 - Kiev, Ukraine**

[Mettre en œuvre des Programmes Complets VIH/IST avec les Travailleuses du Sexe: Approches pratiques et Interventions collaboratives](#); aussi connu comme l'Outil de Mise en Œuvre avec les Travailleuses du Sexe (SWIT), fournit des lignes directrices pratiques sur comment mettre en œuvre un programme basé sur les droits grâce à 6 chapitres tous centrés sur le principe de prise de pouvoir communautaire. Le SWIT a été publié en 2013 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Programme Joint des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), le Réseau Mondial des Projets sur le Travail du Sexe (NSWP), la Banque Mondiale et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Le SWIT est conçu pour être utilisé par les décideurs politiques, les responsables en santé publique et les gestionnaires de programme; travailleurs sociaux et de la santé; et les organisations non gouvernementales (ONGs), y compris les organisations dirigées par des travailleuses du sexe; et les travailleurs du secteur de la santé.

Le SWIT appelle à une approche dirigée par la communauté et identifie les organisations dirigées par des travailleuses du sexe comme mieux placées pour développer et mettre en œuvre des programmes qui respectent et soutiennent les droits humains des travailleuses du sexe. Les organisations qui ne sont pas dirigées par des travailleuses du sexe mais fournissent des services aux travailleuses du sexe sont encouragées à impliquer significativement les travailleuses du sexe dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des services et des programmes et de renforcer la capacité des travailleuses du sexe avec qui ils travaillent pour qu'elles forment leurs propres organisations.

En lien avec les principes du SWIT, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe sont les mieux placées pour évaluer le déploiement de ce guide normatif international au niveau national, continental et mondial.

LINKAGES/UNDP a contracté le NSWP pour développer et piloter un cadre d'évaluation communautaire pour évaluer le déploiement du SWIT et un cadre pour évaluer la participation significative des travailleuses du sexe dans le développement des politiques et programmes, aux niveaux local et national. Étant donné que la réunion était principalement financée par LINKAGES la Réunion Mondiale des Experts a dû se tenir dans un pays USAID; le NSWP a identifié l'Ukraine comme emplacement approprié qui permettait à toutes les régions de participer également à la réunion. Le financement de LINKAGES a été utilisé pour soutenir la participation des travailleuses du sexe nommées par les réseaux d'Afrique, d'Asie Pacifique et des Caraïbes. Le NSWP a identifié un financement supplémentaire des subventions de Bridging the Gaps et de Robert Carr civil society Networks Fund pour permettre à des travailleuses du sexe nommées par les réseaux d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est et Asie Centrale de participer également à la réunion. Les

cadres développés seront pilotés au Kenya, en Afrique; Indonésie, Asie Pacifique; et au Surinam, Caraïbes grâce au financement de LINKAGES; et en Ukraine, Europe de l'est/centre et d'Asie centrale au travers du financement de Bridging the Gaps. Au moment d'écrire ce compte rendu, un financement doit encore être trouvé pour piloter les cadres en Amérique Latine.

Le Secrétariat du NSWP a organisé cinq jours de Réunion Mondiale des Experts, qui a eu lieu du 3 - 7 Septembre 2017, à Kiev, Ukraine. Les deux premiers jours ont été dédiés à une pré-rencontre de travailleuses du sexe avec les trois derniers jours rassemblant des représentants d'organisations dirigées par des travailleuses du sexe et d'autres parties prenantes du Programme Joint de l'ONUSIDA sur le VIH/SIDA (ONUSIDA, PNUD, UNFPA et OMS), le Fonds Mondial, PACT/LINKAGES et le programme de Bridging the Gaps. ONUSIDA Ukraine, a fourni un soutien essentiel pour faciliter la question des visas pour les travailleuses du sexe participantes. Malheureusement, même cela n'a pas été suffisant pour dépasser les difficultés techniques vécues avec l'Ambassade d'Ukraine du Sénégal ce qui a empêché la représentante d'Afrique Francophone d'obtenir son visa à temps pour participer à la réunion et le retard de trois semaines pour que la représentante des Caraïbes obtienne son visa de transit canadien l'a aussi empêché de participer à la réunion.

Les buts de la réunion étaient de:

- développer un cadre sur comment la communauté évaluerait le déploiement de cet important guide normatif international; et
- développer un cadre pour la participation significative des travailleuses du sexe.

La réunion n'a pas eu d'agenda formel ou de présentations de la part des experts, mais le NSWP a identifié un processus collaboratif pour développer les cadres, ce qui a été entièrement dirigé par la communauté. La Coordinatrice Mondiale du NSWP et le Gestionnaire des Programmes ont facilité les sessions plénières, tandis que la représentante d'un réseau continental dirigé par des travailleuses du sexe a facilité le travail en petit groupe pendant la réunion. Le Responsable des Communications du NSWP a agi en tant que Rapporteur.

“Le processus de consultation pendant la réunion était très productif et a bénéficié grandement de ne pas avoir d'agenda formel”

- Participant de l'OMS

Ce compte rendu documente le processus entrepris pour développer les cadres qui seraient utilisés pour évaluer le déploiement du SWIT et évaluer la participation significative des travailleuses du sexe en plus grand détail.

“C'était une expérience humble de participer au processus de développement du cadre/outil d'évaluation pour le guide normatif international pour mettre en œuvre un 'Programme Complet VIH/SIDA avec les Travailleuses du Sexe: Approches pratique tirées d'interventions collaboratives'. C'était encourageant de voir le processus être mené par la communauté et aussi note la richesse des connaissances parmi les membres de la communauté sur ce qui fonctionne/ne fonctionne pas pour eux quand les programmes sont développés.”

- Participant du PNUD

### **Le processus de la Réunion Mondiale des Experts:**

Les deux jours de pré-rencontre des travailleuses du sexe s'est concentré sur le fait d'arriver à un consensus communautaire sur les principes de la participation significative des travailleuses du sexe et déterminer les parties prenantes qui devraient être engagées dans le processus national et les questions qui avaient besoin d'être explorées dans l'évaluation du déploiement du SWIT au niveau national.

Les trois jours de réunion des parties prenantes multiples s'est concentré sur l'examen des questions identifiées pendant la pré-rencontre des travailleuses du sexe utilisant la méthode Café Mondial pour développer et affiner les problèmes et questions auxquels répondre pendant l'évaluation dirigée par la communauté et identifier les indicateurs appropriés pour les cadres. Cela a impliqué des participants se déplaçant autour de quatre tables, chaque table était assignée à une partie prenante différente qui devait être impliquée dans le déploiement du SWIT pour que chaque participant ait une opportunité de contribuer au travers l'entière gamme des problèmes et des parties prenantes. Les participants ont passé la moitié de chaque jour à chaque table pour permettre une discussion approfondie, avec chaque table présidée par une représentante d'un réseau dirigé par des travailleuses du sexe. Le dernier jour de la réunion a permis d'examiner et d'affiner les questions et indicateurs jusqu'à ce qu'une petite liste de questions ait été acceptée comme indicateurs dans la plénière.

### **La Pré-Rencontre des Travailleuses du Sexe**

Les participants ont représenté l'Alliance Africaine des Travailleuses du Sexe - ASWA/Sex Worker Academy, Africa – SWAA (Région - Kenya); le Réseau Asie Pacifique des Travailleuses du Sexe – APNSW (Région - Thaïlande) et Organisasi Perubahan Sosial Indonesia - OPSI (Indonésie); Sex Workers' rights Advocacy Network - SWAN (Région - Hongrie), STAR-STAR (Macédoine), Legalife-Ukraine UCO (Ukraine); et Plataforma LatinoAmerica de Personas que EjeRcen el Trabajo Sexual - PLAPERTS (Région - Equateur) et Tamaulipas Diversidad Vihda Trans A.C. (Mexique). Les participants non anglophones ont pu participer significativement grâce à Bahasa, les interprètes russe et espagnol.

Les participants ont discuté la nécessité de s'assurer que les cadres soient pertinents et utilisables dans toutes les régions du monde. Pour certains, c'était un défi, parce qu'ils étaient experts de leur propre contexte mais pas nécessairement conscients du contexte dans d'autres régions.

Les participants ont déterminé les parties prenantes externes pertinentes qui seraient consultées pendant l'évaluation dirigée par la communauté concernant le déploiement du SWIT, aux niveaux local et national, et les préoccupations/questions qui devront être abordées pour chacune des parties prenantes. Quatre parties prenantes clés ont été identifiées:

- Gouvernements;
- Agences des Nations Unies;
- Les programmes pour les travailleuses du sexe soutenus par le Fonds Mondial; et
- Les ONGs internationales et nationales fournissant des services aux travailleuses du sexe au sein d'une évaluation dirigée par la communauté du déploiement du SWIT et d'une évaluation de la participation significative des travailleuses du sexe.

“Evaluer le gouvernement et les ONGs internationales travaillant en Amérique Latine est très important.”

- Participant de PLAPERTS

“Le gouvernement a des plans différents qui nous impactent. Par exemple leur plan VIH. Lesquels sont pertinents pour notre communauté et comment nous impactent ils? Les politiques sur la traite sont un autre exemple. Le travail sexuel et la traite ne sont pas la même chose. Alors comment cela nous impacte t’il?”

- Participante de Legalife Ukraine

“En Afrique c’est important de mesurer le gouvernement. Quand il s’agit des populations clés, ils se comportent comme s’ils les possédaient et possédaient les programmes. C’est ‘leur’ programme. Nous avons besoin de changer cette mentalité. Ils doivent être évalués. Pas seulement au national mais aussi les gouvernements locaux qui devraient être évalués.”

- Participante d’ASWA/SWAA

Pendant la discussion, la communauté s’est identifiée comme la première partie prenante. Dans une partie de l’évaluation du déploiement du SWIT les participants ont ressenti qu’il était nécessaire de trouver aussi si le SWIT était bien utilisé par la communauté et le niveau de connaissances au sein des organisations dirigées par des travailleuses du sexe. La pré-rencontre des travailleuses du sexe a identifié les problèmes et développé des questions qui seraient posées au sein des organisations dirigées par des travailleuses du sexe, parce qu’ils ont ressenti que les travailleuses du sexe étaient les mieux placées pour évaluer le déploiement du SWIT au sein de leur propre communauté.

“Se tourner vers la communauté est très important. Si un membre de la communauté se prononce contre le SWIT, cela veut-il dire un manque de connaissances? Comment continuons-nous à promouvoir le SWIT et à éduquer les gens sur le SWIT?”

- Participante d’ASWA/SWAA

“C’est très important de regarder vers la communauté. Nous voulons nous assurer que nous comprenons et mettons en œuvre le SWIT d’une manière semblable. Le SWIT a été traduit dans la langue indonésienne mais la qualité de la traduction est mauvaise. Le langage est compliqué et difficile à comprendre. J’ai finalement compris le SWIT quand Kay Thi d’APNSW me l’a expliqué.”

- Participant d’OPSI

Les questions que la communauté a soulevé incluaient:

- Manque de participation significative des organisations dirigées par des travailleuses du sexe dans le développement des programmes.
- Manque de connaissances et de compréhension du SWIT parmi les organisations dirigées par des travailleuses du sexe.
- Manque de capacité à recevoir le financement, résultant en manqué de financement.
- Manque de suivi après les formations (candidature à l’apprentissage).
- Manque d’accès au financement et ressources et opportunités de candidater pour apprendre.
- Promouvoir la prise de possession communautaire du SWIT.

- Manque de soutien des bureaux de l'ONUSIDA, UNFPA, PNUD dans les pays pour promouvoir le SWIT.
- Manque d'accès complet du SWIT dans les langues locales. N.B. Certaines ONGs, y compris agences des Nations Unies, ont traduit des parties du SWIT dans diverses langues mais n'ont pas consulté la communauté sur les parties à traduire. Par exemple, il a été signalé qu'un bureau de l'UNFPA dans un pays a traduit seulement une partie du SWIT en laissant la section sur les Droits Humains dans le chapitre sur la Prise de pouvoir Communautaire.
- Manque de consultation avec les travailleuses du sexe quand il faut prioriser les éléments du SWIT à promouvoir et mettre en œuvre dans des contextes de ressources restreintes.
- Le concept de communauté varie entre les régions, et parmi les différents acteurs – communauté des travailleuses du sexe, communauté géographique, ONGs, gouvernements et agences des Nations Unies.
- Comment dépasser la résistance aux réponses et organisation dirigées par la communauté.
- Manque de soutien des autres organisations de la société civile.
- Contraction des voix de la communauté des travailleuses du sexe au sein d'une contraction de l'espace de la société civile, ce qui mène à la mise sous silence des voix des travailleuses du sexe.
- Les leaders de la communauté employés par des ONGs, qui sont en conflit avec leur peur de perdre leur salaire.

“Nous devons évaluer pourquoi la communauté ne soutiendrait pas le SWIT”

- Participante de Legalife Ukraine

La pré-rencontre des travailleuses du sexe a examiné les définitions existantes et déterminé les critères de la communauté pour la participation significative des travailleuses du sexe dans la conception, le développement, la mise en œuvre, gestion, suivi et évaluation du programme, des politiques et de la législation. C'était très facile pour les représentants des organisations dirigées par des travailleuses du sexe d'atteindre un consensus sur cela car les organisations dirigées par des travailleuses du sexe ont discuté de tels critères depuis des années, et parce que les travailleuses du sexe sont si souvent exclues de ces processus.

“Comment travaillent-ils [Bureaux des Nations Unies dans les pays] avec la communauté? Nous pouvons faire beaucoup de travail pour améliorer la réponse des Nations Unies. Nous avons besoin d'une participation significative de la communauté. Nous pouvons suivre l'implication de la communauté dans les ONGs ainsi que leur gestion des programmes.”

- Participante d'APNSW

La définition suivante a été acceptée sur le critère pour la participation significative des travailleuses du sexe, pendant la pré-rencontre des travailleuses du sexe. Les critères ont été dessinés à partir de ceux identifiés par les organisations et réseaux dirigés par des travailleuses du sexe au fil des années. Ces critères formeront la base d'un cadre d'évaluation communautaire pour permettre à une organisation dirigée des travailleuses du sexe d'évaluer la participation significative des organisations dirigées par des travailleuses du sexe et des travailleuses du sexe dans la conception, le développement, mise en œuvre, gestion, et évaluation des programmes, politiques et législation au parmi une gamme de parties prenantes:

1. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe choisissent comment elles sont représentées et par qui.
2. Les organisations dirigées par des travailleuses du sexe choisissent si et comment elles s'engagent dans un processus (réforme législative, politique, développement ou programme).
3. Il y a un processus transparent et responsable pour la consultation et la prise de décision qui permet du temps pour une véritable consultation au sein des organisations dirigées par des travailleuses du sexe dans le pays. Les éléments d'un processus transparent et responsable doivent inclure:
  - ↳ L'information sur les processus et délais doivent être disponibles à toutes les organisations connues dirigées par des travailleuses du sexe dans les temps, y compris les exigences, critères et dates limites.
  - ↳ Les communications qui documentent la consultation au sein des organisations dirigées par des travailleuses du sexe et au travers d'une diversité de travailleuses du sexe.
  - ↳ Un temps suffisant pour permettre une véritable consultation (les réseaux dirigés par des travailleuses du sexe permettent au moins 1 mois pour consulter leurs membres).
4. Au cas où les organisations dirigées par des travailleuses du sexe n'ont pas l'opportunité de choisir comment elles sont représentées et par qui, un mécanisme transparent et responsable sur comment 'leur représentante communautaire' consulte avec et fait des retours aux organisations dirigées par des travailleuses du sexe doit être identifié et partagé au sein de toutes les organisations dirigées par des travailleuses du sexe.
5. Un processus approprié doit être accepté avant le début de tout processus de sélection pour les représentants de la communauté, pour assurer que les représentants des travailleuses du sexe sont véritablement soutenus par les organisations dirigées par des travailleuses du sexe.
6. Les représentantes des travailleuses du sexe doivent représenter la position de consensus au sein de l'organisation dirigée par des travailleuses du sexe, et non leurs opinions ou intérêts personnels.
7. Les travailleuses du sexe ne sont pas seulement les bénéficiaires des programmes, mais aussi impliquées dans tous les niveaux du programme et des partenariats y compris:
  - Conseil d'Administration (prise de décision légale)
  - Comité consultatif du programme
  - Comité de Suivi et d'Evaluation
8. Une diversité de travailleuses du sexe est engagée avec une représentation issue des:
  - ↳ Travailleuses du sexe femmes, hommes, et transgenres
  - ↳ Travailleuses du sexe avec diverses orientations sexuelles et identités de genre
  - ↳ Travailleuses du sexe vivant avec le VIH
  - ↳ Travailleuses du sexe qui utilisent des drogues
  - ↳ Travailleuses du sexe avec différents niveaux d'éducation
  - ↳ Travailleuses du sexe qui sont de jeunes adultes et les travailleuses du sexe vieillissantes

- ↗ Travailleuses du sexe de divers secteurs et formes de travail du sexe
  - ↗ Travailleuses du sexe urbaines et rurales
  - ↗ Travailleuses du sexe migrantes et mobiles, en particulier les migrantes sans papiers et réfugiées
9. La traduction et interprétation sont fournies aux travailleuses du sexe si nécessaire pendant les événements et activités
10. Les travailleuses du sexe choisissent de participer ou pas au programme ou processus.

### **Réunion des parties prenantes multiples**

La réunion s'est ouverte avec la présentation de chacun et d'où il venait, puis la Coordinatrice Mondiale du NSWP a souligné le processus qui serait suivi pendant les 3 jours de la réunion. A la suite de la réunion, le Secrétariat du NSWP affinera davantage les questions et indicateurs pour chacune des parties prenantes, s'assurant que le cadre soit pratique et réaliste pour que les communautés mettent en œuvre, dans des termes en anglais simples. La rédaction finale sera validée par les représentantes des travailleuses du sexe qui ont participé à la Réunion Mondiale des Experts avant qu'elle soit pilotée dans un pays.

Les facilitateurs des réseaux continentaux de chaque table Café Monde ont résumé le travail qui avait été fait par la communauté pendant la pré-rencontre des travailleuses du sexe. Cela a permis aux parties prenantes externes d'être informées et de comprendre le processus entrepris par la communauté puisqu'une opportunité leur était fournie de s'engager et de poser des questions pour clarification.

“Le pré-travail fait par la communauté a été très efficace et a donné un coup d'envoi aux questions.”

- Participant du programme travail du sexe de Bridging the Gaps

Il y avait des questions qui se croisaient entre toutes les parties prenantes qui auront besoin d'être explorées de manière appropriée par toutes les parties prenantes, les questions communes incluait:

- Manque de connaissances et/ou de compréhension du SWIT.
- Manque de participation significative des organisations de travailleuses du sexe.
- Echec à demander que les organisations de travailleuses du sexe désignent leurs propres représentantes.
- Manque de reconnaissance de l'expertise et des connaissances au sein des organisations dirigées par des travailleuses du sexe et des travailleuses du sexe (échec à reconnaître les expériences vécues de la communauté comme contribuant à un savoir essentiel dans la réponse efficace au VIH).

Il a émergé pendant les discussions sur la décision des indicateurs qu'il n'y avait pas de compréhension partagée parmi les parties prenantes de la définition d'un indicateur. Une discussion intéressante a eu lieu dans les petits groupes sur la définition des indicateurs qui sont utilisables et utiles pour les organisations dirigées par des travailleuses du sexe quand elles évaluent leur propre déploiement du SWIT et celui des parties prenantes externes.

Il y a eu une grande discussion sur l'importance du chapitre sur la Prise de Pouvoir de la Communauté dans le SWIT, il a été conclu que l'autonomisation communautaire devait être incorporées dans tous les services offerts aux travailleuses du sexe pour être alignés sur le SWIT. L'autonomisation communautaire est instrumentale, en permettant aux programmes d'atteindre leur plein impact et assurer le respect, la protection et l'accomplissement des droits humains des travailleuses du sexe. Il y a eu consensus que l'autonomisation communautaire devait être le point focal de l'évaluation, et des rapports narratifs des pays (semblables aux cartes rapports nationales produites par l'UNFPA) qui seront créés par les pays participants. Le NSWP a été chargé de travailler avec les organisations dirigées par des travailleuses du sexe dans les pays pilotes pour développer un modèle de rapports pour les pays. Beaucoup de travailleuses du sexe ont ressenti que le chapitre sur la prise de pouvoir de la communauté était si important qu'il devrait peser plus fortement dans le cadre d'évaluation.

Les membres de la communauté ont plaidé fortement pendant la réunion pour que les travailleuses du sexe soient vues comme expertes de standing égal aux universitaires, scientifiques et travailleurs du secteur de la santé. A cause de la stigmatisation et de la discrimination, toutes les travailleuses du sexe ne croient pas expertes de leurs propres vies et c'est quelque chose que les partenaires externes doivent aborder en collaboration avec les organisations dirigées par des travailleuses du sexe.

“Le travail en groupe tournant était une bonne façon de penser au travers de questions et d'indicateurs difficiles. Cela a très bien fonctionné que nous soyons en groupes plus petits et mélangés. On ressentait même un peu l'opportunité de sensibiliser le personnel des Nations Unies. Certains ne connaissaient même pas le SWIT.”

- Participant du programme travail du sexe de Bridging the Gaps

Il y a eu aussi des discussions sur les inconsistances dans les approches sur le travail du sexe au sein des gouvernements, les Nations Unies, et autres partenaires. Par exemple, certains Départements de Santé fournissent des préservatifs et lubrifiants aux travailleuses du sexe, pendant que le Département de la Justice au sein du même pays permet à ces préservatifs et lubrifiants d'être utilisés comme preuve d'activités criminelles par les travailleuses du sexe et parties tierces. Une autre inconsistance est dans les mécanismes de signalement, des partenaires bilatéraux différents ont des mécanismes de signalement similaires, mais légèrement différents pour collecter des données quantitatives, ce qui place un double poids sur les organisations dirigées par des travailleuses du sexe dans la collecte et le signalement des données qui souvent ne capture pas l'impact qualitatif plus général de l'autonomisation communautaire et des programmes dirigés par la communauté sur les vies et la santé des travailleuses du sexe. Les financeurs et partenaires ont besoin de s'assurer qu'ils ne chargent pas excessivement la communauté et travaillent en collaboration avec la communauté pour démonter le plein impact de leur travail.

Les parties prenantes externes ont dû ajuster leur approche normale et penser à travailler avec la communauté des travailleuses du sexe pendant le Café Mondial. Certains étaient très respectueux des voix et expériences des travailleuses du sexe, tandis que d'autres présumaient en savoir plus sur le travail sexuel que les travailleuses du sexe elles-mêmes, parlaient à la place des travailleuses du sexe et à l'occasion ont exprimé des opinions inacceptables et stigmatisantes sur le travail sexuel. Un exemple, fut pendant la discussion à la table Gouvernement dans le Café Mondial lorsqu'une partie prenante externe a affirmé que seules les travailleuses du sexe qui



étaient 'saines' pouvaient continuer à travailler; cette opinion a été défiée par des travailleuses du sexe dans le groupe qui ont argumenté sur le fait que les travailleuses du sexe vivant avec le VIH ont le même droit de travailler que toute autre personne et le même droit d'avoir des rapports sexuels comme toute autre personne vivant avec le VIH. C'était une course d'apprentissage pour tous, en particulier le premier jour.

“Le VIH ne voyage pas sur les billets de dollars. Le travail sexuel n'est pas différent d'un autre travail. Le sexe que les travailleuses du sexe ont n'est pas différent du sexe que tout le monde a. Les préservatifs fonctionnent.”

- Participante de KESWA

L'usage de biométries est aussi arrivé dans les discussions, car beaucoup de ceux qui mettent en œuvre les programmes semblent utiliser de plus en plus des biométries pour traquer les usagers de services, ainsi qu'une cartographie de points chauds. L'usage de biométrie pour pister des personnes est considéré comme non sûr pas les activistes travailleuses du sexe pour de nombreuses raisons. Le travail sexuel est criminalisé et les travailleuses du sexe ont peur d'être identifiées si les données biométriques sont violées par ou partagées avec le gouvernement. Les travailleuses du sexe subissent des répercussions juridiques graves si elles sont identifiées dans de nombreux pays. Les travailleuses du sexe ont peur de l'invasion de leur vie privée et de l'exclusion potentielle de la part de services si l'accès aux services est conditionné au fait de fournir une information sur son identité, y compris biométries, des pièces d'identité ou passeports. Par exemple, quand des usagers de services doivent fournir une information d'identification pour assurer que les services ne sont pas fournis à des travailleuses migrantes ou illégales. De telles mesures posent des barrières significatives dans l'accès à des soins de santé et autres services essentiels.

En plus d'apprentissage partagé entre les travailleuses du sexe et les parties externes, il y a eu un apprentissage substantiel Sud-Sud car les travailleuses du sexe ont appris les réalités d'autres régions, et ont eu l'opportunité de partager leurs expériences et connaissances, ce qui a renforcé la capacité de la communauté des travailleuses du sexe pour construire des questions et indicateurs pertinents au niveau mondial pour le cadre d'évaluation dirigé par la communauté du déploiement du SWIT.

Via la réunion les parties prenantes externes ont encouragé les travailleuses du sexe à continuer de s'engager avec les Nations Unies et les gouvernements malgré les échecs multiples dans le passé. Les représentants de l'ONUSIDA ont expliqué aux participants que l'ONUSIDA a un mandat pour rassembler et faciliter les connections entre les travailleuses du sexe et le gouvernement. Plusieurs travailleuses du sexe ont réitéré les défis et dangers pour les membres d'une communauté criminalisée à rencontrer des représentants gouvernementaux dans certains pays, même si les Nations Unies sont responsables de la rencontre. En plus de questions sérieuses sur la sécurité, toutes les travailleuses du sexe ne sont pas équipées pour faire face à la discrimination et à l'animosité flagrante qu'elles subissent souvent dans de telles réunions quand elles sont une petite minorité. Un tel travail est exténuant et a pour résultat le burn out de beaucoup de membres de la communauté; 'ne pas abandonner' est émotionnellement et physiquement prenant pour des organisations dirigées par des travailleuses du sexe et des membres de la communauté sous-ressourcées.

“Des mises en lumière et réussites positives incluent, une participation diverse à la consultation, les

représentants de toutes les parties prenantes, la diffusion régionale des participants, une atmosphère inclusive et une mode de travail participatif.”

- Participant de l'ONUSIDA

En outre, une réception a été tenue un soir rassemblant les représentants des populations clés ukrainiennes, personnes vivant avec le VIH, fournisseurs de services, et d'autres parties prenantes pour partager expériences et connaissances.

### Développement du Consensus

Le dernier jour la réunion des parties prenantes multiples a été tenue en plénière et était facilitée par le Gestionnaire des Programmes du NSWP. Cela a impliqué de travailler ensemble pour examiner les questions et indicateurs développés à chaque table et via une discussion pour parvenir à un consensus sur quels questions et indicateurs devaient être inclus dans le cadre. Il y a eu une discussion sur comment l'information rassemblée serait utilisée et ce qui serait utile pour plaider pour des programmes avec les travailleuses du sexe basés sur les droits, ce qui a grandement facilité le processus de développement de consensus. A ce moment, il était important de rappeler aux participants que le but n'était pas d'évaluer le programme du SWIT, mais d'évaluer le déploiement du SWIT lui-même et d'évaluer la participation significative des travailleuses du sexe. Malgré les meilleurs efforts des participants pour réduire le nombre de questions et indicateurs il restait 22 pages de questions et indicateurs, il a été accepté que le Secrétariat du NSWP travaillerait avec les réseaux continentaux pour affiner et prioriser les questions et indicateurs restants pour parvenir à des cadres plus réalistes et utilisables.

### **Conclusion**

“J'ai été agréablement surprise de voir des représentants de tant de pays différents, ainsi que nos partenaires des agences des Nations Unies. Cela montre clairement que l'initiative que vous prenez est importante.”

- Participant de UNFPA

La pré-rencontre de 2-jours des travailleuses du sexe a été déterminante dans l'identification des problèmes subis par les organisations dirigées par des travailleuses du sexe et la communauté des travailleuses du sexe dans le déploiement du SWIT. Ce fut une grande opportunité pour les travailleuses du sexe de différentes régions d'apprendre sur les problèmes des autres et identifier ce qu'elles voulaient examiner en profondeur, et pourquoi il était si important de le faire. Cela a davantage permis aux travailleuses du sexe participantes d'avoir une perspective mondiale ainsi que leur propre perspective nationale ou continentale dans le développement du cadre d'évaluation.

Les 3-jours restants de la réunion des parties prenantes multiples, bien que parfois un défi, a été très utile. Le processus continu de collaboration a permis à la réunion de développer des questions et indicateurs concis qui assureront une évaluation dirigée par la communauté robuste du déploiement du SWIT.

Le NSWP travaillera avec les réseaux continentaux dans la finalisation des questions et indicateurs pour chaque partie prenante, développera un modèle de carte rapport pour les pays pour disséminer les résultats de leur évaluation du déploiement du SWIT et l'évaluation de la

participation significative des travailleuses du sexe, ainsi que fournira un soutien technique dans le pilotage des cadres durant la première moitié de 2018.

Ce processus a démontré les bénéfices et l'importance de la participation significative des organisations dirigées par des travailleuses du sexe dans le développement des cadres de suivi et d'évaluation; non seulement les travailleuses du sexe devraient être incluses dans le développement, la mise en œuvre et la gestion des programmes sur le travail du sexe, mais elles devraient être incluses dans le suivi et l'évaluation des programmes pour assurer qu'ils soit alignés sur le SWIT. De plus, la réunion dirigée par la communauté a fourni l'opportunité aux travailleuses du sexe et aux parties prenantes de travailler ensemble en tant qu'égaux, d'apprendre les uns des autres et réfléchir sur leurs pratiques actuelles. Au sein de ce cadre les travailleuses du sexe ont agi en fournisseurs de soutien technique et leur expertise était claire et reconnue.